



La Lettre Electronique de TRRAACE TRRAACE Electronic Newsletter

N° 112 – 11/11/2009

TRRAACE :

TOUTES LES RESSOURCES POUR LES RADIOS AFRICAINES ASSOCIATIVES COMMUNAUTAIRES ET EDUCATIVES

TRACKING RESOURCES FOR RADIOS IN AFRICA AT THE BENEFIT OF THE ASSOCIATIVE COMMUNITY AND EDUCATIVE RADIO STATIONS

TODOS OS RECURSOS PARA AS RADIOS ASSOCIATIVAS EN AFRICA ASSIM CEMO COMUNITARIAS E EDUCATIVAS

[HTTP://WWW.MEDIAFRICA.NET](http://www.mediafrica.net)

Table des matières / Table of content

Appel à candidatures pour une formation à diustance en « Journalisme Culturel / Théâtre – Date limite d’inscription : 5 décembre 2009	3
Resources / Ressources	7
Manual: The News Manual	7
Media Helping Media offers free, online training modules.....	7
« Media Helping Media » offre des formations gratuites en ligne.....	7
Nouvelles/News/Noticias	8
Africa: 'New Media for A New World: Democracy & Development.....	9
Malawi: Convicted boy broadcaster to get own station	9
Somalia: Somali government launches strong FM station in Mogadishu	10
Zimbabwe: Radio to Air Child Rights Drama Soon	10
Uganda: Is Cultural Radio Really Necessary?	11
Ghana: GBA Cautions Radio Stations Against Media Trial.....	11
Uganda: Kabaka names team to meet Museveni over CBS	11
Senegal/Africa: West Africa Democracy Radio on Eurobird 1	12
Guinea: Guinean presidential guard commander assaults state radio journalist.....	12
World: December 1, 2009: Deadline to apply for CBA Awards	12
Uganda: Row over govt 'monopoly' in switch to digital signal.....	13
Namibia: National broadcaster cancels free election air time	13
Kenya: Reporters accuse FM radio host of inciting listeners	14
Nigeria: With Internet, NBC Has Lost Relevance.....	14
Uganda: Government opens Radio Two	14
South Africa/World: Amandla! Alternative Media Web Portal	15
South Africa/Africa: A Touchpad to our Future: An Election Resource for Journalists.....	15
Kenya: Kenyan rights activist calls for closure of vernacular radio	15
Sudan: ARTICLE 19 launches its state-by-state media assessment	16
Nigeria: DELSU Students Ask VC to Complete FM Radio Station.....	16
Cameroon: Private Audio-visual Media Battling With the Law	17
Nouvelles en français	
Guinea: BBC reporter flees Guinea to Senegal over death threats by soldiers	17
Benin body suspends radio over "unfounded accusations against the government".....	18
Guinée: Les stations de radio opèrent l'autocensure pour empêcher des attaques.....	18
Burkina Faso: Jubilé d'or de Radio-Burkina : 50 ans de service public célébrés	19

Afrique: Débat sur les (nouveaux) médias et le développement	19
RDC: Les journalistes, tant de la presse écrite qu'audiovisuelle	19
Mauritanie: Limogeage du directeur de Radio Mauritanie	20
Burkina Faso: A Ouahigouya, suspension d'une émission sur Radio Wend-Panga	20
Monde: 1er décembre 2009: Date limite pour soumettre sa candidature à la CBA Awards	20
Côte d'Ivoire: Eris forme les radios de proximité à la participation citoyenne	20
Sénégal: Le journal parle de radio Sénégal amputé : Babacar Diagne supprime la Rp....	21
Cameroun: Radios et télés privées - Qui est qui ?	22
Cameroun: Régularisation en ré mineur	22
Cameroun: Qui a peur de la licence ?	23
Cameroun: Les seuils de la tolérance	23
Côte d'Ivoire: Onuci Fm paye 11 millions FCFA au Burida	24
Mali/Liberia: Grand prix du festival Ondes de Liberté à "Star Radio" du Liberia	24



CULTUR1.2
APPEL A CANDIDATURES
 POUR UNE FORMATION A DISTANCE EN
 « JOURNALISME CULTUREL / THEATRE »

Durée de la formation :	11 semaines
Dates :	Décembre 2009 à mars 2010
Méthode pédagogique :	Formation à distance (via Internet) et en atelier résidentiel de 6 jours à Cotonou
Public cible :	Journalistes culturels et agents des médias (presse écrite, radio, TV, médias en ligne) ; chargés de rubrique Culture et/ou d'émissions culturelles dans leur média
Pays cibles :	Afrique de l'Ouest (en particulier Burkina Faso, Sénégal, Mali, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Niger)
Nombre de place disponibles :	15 personnes
Date limite d'inscription :	05 décembre 2009

OBJECTIF DE LA FORMATION

15 agents des médias en Afrique francophone recevront une formation leur apportant des connaissances de base sur le théâtre et les arts voisins, les rendant aptes à couvrir, à travers un discours critique cohérent, des spectacles de divers genres théâtraux pour en faciliter la compréhension par le public de leurs médias respectifs et susciter l'intérêt de celui-ci envers ces arts.

Le cours donnera aux participants :

- les connaissances de base pour comprendre le théâtre dans toutes ses dimensions et aspects ;
- les compétences pour porter une appréciation critique sur les représentations théâtrales ;
- des connaissances sur le multimédia, notamment la collecte, le traitement et la mise en ligne de la production artistique ;
- la possibilité de développer leur style d'écriture et de traitement journalistique et de présentateurs en ce qui concerne le théâtre et les arts voisins, pour les faire découvrir et apprécier par les publics de leurs médias.

DUREE DE LA FORMATION

11 semaines entre décembre 2009 et mars 2010, équivalant à 180 heures de formation : 120 heures pour les semaines de formation à distance ; 60 heures pour l'atelier résidentiel.

METHODE PEDAGOGIQUE

- L'approche théorique se traduira par une formation à distance en ligne (via Internet) : une plateforme de formation spécifique (campus virtuel) sera mis à la disposition des participants sur www.mediafrica.net. Ils y trouveront tous les documents et l'espace de travail relatifs à la formation.
 - Appropriation personnelle par chaque stagiaire des notes de cours élaborées et mises à leur disposition par le(s) formateur(s).
 - Chaque module est accompagné d'exercices à envoyer au(x) formateur(s) durant la semaine pour correction et commentaires.
 - Cette étape peut être l'occasion de poser des questions et d'entretenir une relation plus individualisée avec le formateur/tuteur.
 - Chaque semaine, la « classe » se réunit à deux reprises pour le chat, sous la direction du formateur et la modération des coordinateurs de Cultur1.2 ; cette rencontre de classe se passe sur le site Internet de TOFRRAACE (<http://tofrraace.mediafrica.net>).
- Au terme des 11 semaines, un atelier résidentiel de 6 jours réunira les « apprenants » ayant suivi avec le parcours, la coordination pédagogique, le responsable du cours et des formateurs.

PARCOURS

Semaine 0 : Découverte de la plateforme de formation

1^e semaine : Les acteurs du projet théâtral

2^e semaine : Genre et pratiques théâtraux

3^e semaine : Les fonctions du théâtre

4^e semaine : Structure et écriture théâtrales

5^e semaine : L'acteur et le personnage

6^e semaine : La mise en scène

7^e semaine : Le jeu d'acteur

8^e semaine : La scénographie

9^e semaine : Le management de spectacles et de festivals de théâtre

10^e semaine : Les arts apparentés : contes, marionnettes, humour

11^e semaine : La critique du spectacle de théâtre

13^e semaine : Atelier résidentiel lors d'un festival, évaluation et bilan

CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE

Un droit d'inscription équivalent à EUR 100,00 (soit 65.595 FCFA) par participant sera demandé (à payer lors de l'atelier résidentiel prévu en mars 2010).

Tous les frais des participants sélectionnés sont pris en charge :

- une contribution aux frais d'accès à l'Internet et à l'impression des notes de cours est prévue ;
- les frais de participation à l'atelier résidentiel: déplacement, hébergement, restauration, frais pédagogiques, accréditation.

PUBLIC VISE

La formation en ligne sur la plateforme de Mediafrica.Net et en atelier résidentiel est à destination des journalistes culturels et agents des médias (presse écrite ; radio, dont les radios de proximité, communautaires, locales... ; télévision ; et médias en ligne) chargés de rubrique Culture et/ou d'émissions culturelles dans leur média dans un des pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier :

- Burkina Faso ;
- Sénégal ;
- Mali ;
- Bénin ;
- Togo ;
- Côte d'Ivoire
- Niger.

Pré-requis :

- Être **journaliste et agent permanent** d'un média africain, chargé de rubrique Culture ou de programmes culturels, dans un des pays concernés par cette formation.
- Être en charge d'une **rubrique**, d'un **programme**, d'un **magazine** ou de **l'information liés à la culture** ;
- Avoir une compétence avérée en **informatique** : au minimum, utilisation d'Internet et d'un logiciel traitement de texte ;
- Avoir accès à une **bonne connexion Internet**, le cours se donnant pour l'essentiel sur une plateforme de formation à distance. Un test d'accès et d'utilisation de l'Internet sera organisé.

DOSSIER DE CANDIDATURE :

Composition du dossier :

L'inscription est réservée à des journalistes et agents des médias chargés de rubrique Culture ou de programmes culturels dans leur média (presse écrite, radio, télévision, médias en ligne), dans un des pays concernés.

Pour être examiné, le dossier de candidature devra contenir les informations et documents suivants :

- Le formulaire de candidature rempli et signé (ce formulaire est disponible sur la page d'accueil du campus virtuel de Mediafrica.Net

(<http://tofrraace.mediafrica.net>) et sur demande auprès de cultur12@mediafrica.net

- **CV du candidat.**
- Attention : le CV mettra en évidence la date d'engagement dans le média et les expériences et formations antérieures en multimédia ; il décrira la fonction et les tâches actuelles du candidat au sein du média qui l'emploie.
- **Deux articles récents mis en ligne** et couvrant des événements culturels pour les journalistes de presse écrite ou de presse en ligne ; pour les agents de radio ou de TV : les **conducteurs de deux émissions récentes** dans le domaine de la culture.
- **Une lettre de motivation du candidat** pour suivre cette formation : minimum 30 lignes.
- **Attestation du directeur du média ou du chef de station** (pour les agents des radios et de TV) **ou du président du CA** s'engageant à mettre tout en œuvre pour favoriser le suivi de la formation par le candidat : dégagement de temps pour lui permettre de travailler la matière et de faire les exercices et tests, mise en disponibilité pour l'atelier résidentiel, facilitation de l'accès à l'Internet.
- Cette lettre indiquera aussi les fonctions du candidat au sein du média et la date de son engagement. Si possible, joindre une copie du contrat de travail.
- **Description des possibilités d'accès à l'Internet** : soit au sein du média, soit dans un cybercentre proche : type de connexion et vitesse, localisation par rapport à la radio ou au domicile du candidat, heures d'ouverture, prix.
- Engagement du candidat à suivre l'ensemble de la démarche et à payer les 100 euros d'inscription lors de l'atelier résidentiel
- Une lettre d'appui à la candidature par les responsables du réseau des journalistes culturels de son pays serait un plus.

Date limite de dépôt des dossiers :

Les dossiers de candidature devront être envoyés **par courrier électronique** (un accusé de réception vous sera adressé) **avant le 05 décembre 2009** à l'adresse électronique suivante : cultur12@mediafrica.net

SELECTION :

Le dépouillement des dossiers et la sélection des candidats seront effectués début décembre 2009 par un comité de sélection.

Les critères de sélection sont :

- la présentation d'un dossier complet ;
- le niveau du candidat ;
- les connaissances en multimédia ;
- les conditions et facilités d'accès à l'Internet.
- la motivation et l'engagement du candidat à mettre les compétences acquises au service de ses confrères et de son réseau.

Les candidats retenus seront avertis par courrier électronique au plus tard le 9 décembre 2009, avec copie à leur directeur d'organe.

RESOURCES / RESSOURCES

MANUAL: THE NEWS MANUAL

<http://www.thenewsmanual.net/index.htm>

The News Manual is a free online resource for journalists, would-be journalists, educators and people interested in the media. It has developed from the three-volume book 'The News Manual', which was published with the help of UNESCO as a practical guide to people entering the profession and to support mid-career journalists wanting to improve their skills. [...]

Access to The News Manual Online is entirely open; no codes, registrations or subscriptions are required. The site has no advertising or sponsorship and is independent of any organisation, institution, government or commercial interest. The site design, structure and content have been kept simple to assist those visitors who may be using dial-up or slow Internet connections.

The News Manual site offers a series of guides for journalists seeking to improve their skills. The first of three volumes concentrates on the basic skills of journalism. It begins by describing in simple terms what news is, then takes you step-by-step through the process of structuring and writing a news story. The second volume deals with more advanced reporting skills and how they are applied in a number of specialized areas. The third looks at major ethical issues in journalism and at laws that affect how journalists work.

The News Manual Online includes also a number of extra resources.

A "Journalism & Media Glossary": with more than 500 definitions.

"What's New" in News discusses current issues in the news which provide examples of advice in the manuals themselves. It is updated frequently and older issues are archived. You can also access it through the link on the right.

Source: The News Manual website and Farm radio Weekly, issue 86, 2 Nov. 2009

MEDIA HELPING MEDIA OFFERS FREE, ONLINE TRAINING MODULES

<http://www.mediahelpingmedia.org/content/section/6/234/>

Media Helping Media (MHM) is an organization established to provide training resources and a voice for the media in transition states, post-conflict countries, and areas where freedom of expression and media freedom are under threat. The MHM website provides training modules designed to support journalists in these situations: <http://www.mediahelpingmedia.org/content/section/6/234/>.

Training themes include basic, advanced, and investigative journalism skills, editorial ethics, and media management. Some modules will be of special interest to radio journalists, such as Editing tips for TV and radio packaging and Creating a station sound. Other modules look at emerging media opportunities, including Twitter tips for traditional media and Managing a news website ? the basics.

As a condition of using these training modules, MHM requests that users inform them of any typos. Also, please credit Media Helping Media (or the author if the module written by a guest) if you refer to the training modules online.

Source : Farm Radio Weekly, issue 87, 9 Nov. 2009

« MEDIA HELPING MEDIA » OFFRE DES FORMATIONS GRATUITES EN LIGNE

<http://www.mediahelpingmedia.org/content/section/6/234/>

« Media Helping Media » (MHM) est un organisme créé pour fournir des documents de formation et il représente une voix pour ceux qui sont impliqués dans les médias et qui se trouvent dans des états de transition, des pays en situation post-conflit ou des zones où la liberté d'expression et la liberté des médias sont menacées. Le site Web de MHM fournit des modules de formation conçus pour soutenir les journalistes dans ces contextes: <http://www.mediahelpingmedia.org/content/section/6/234/>.

Les sujets abordés comprennent des compétences journalistiques de base et avancées, le journalisme d'enquête, l'éthique éditoriale et la gestion des médias. Certains modules s'intéressent particulièrement aux journalistes radio; par exemple, il y a des modules proposant « des conseils pour l'édition radio et télé » et expliquant « Comment créer son propre studio » D'autres modules

se concentrent sur des médias émergents, avec des titres tels que « Dix conseils Twitter pour les médias traditionnels » et « Gérer un site Web de nouvelles - l'essentiel ».

Une condition d'utilisation de ces modules de formation est que vous devez informer MHM si jamais vous trouvez des fautes de frappe sur leur site. Aussi, il conviendrait de créditer MHM (ou l'auteur, s'il s'agit d'un module écrit par une personne nommément identifiée) avec une citation et un lien, si vous vous référez à leur travail en ligne.

Source : Agro Radio Hebdo, numéro 87, 9 novembre 2009

NOUVELLES/NEWS/NOTICIAS

(Posted from 24/10/2009 to 10/11/2009)

Africa: 'New Media for A New World: Democracy & Development.....	9
Afrique: Débat sur les (nouveaux) médias et le développement	19
Benin body suspends radio over "unfounded accusations against the government".....	18
Burkina Faso: A Ouahigouya, suspension d'une émission sur Radio Wend-Panga	20
Burkina Faso: Jubilé d'or de Radio-Burkina : 50 ans de service public célébrés	19
Cameroon: Private Audio-visual Media Battling With the Law	17
Cameroun: Les seuils de la tolérance	23
Cameroun: Qui a peur de la licence ?	23
Cameroun: Radios et télé privées - Qui est qui ?	22
Cameroun: Régularisation en ré mineur.....	22
Côte d'Ivoire: Eris forme les radios de proximité à la participation citoyenne.....	20
Côte d'Ivoire: Onuci Fm paye 11 millions FCFA au Burida	24
Ghana: GBA Cautions Radio Stations Against Media Trial.....	11
Guinea: BBC reporter flees Guinea to Senegal over death threats by soldiers.....	17
Guinea: Guinean presidential guard commander assaults state radio journalist.....	12
Guinée: Les stations de radio opèrent l'autocensure pour empêcher des attaques.....	18
Kenya: Kenyan rights activist calls for closure of vernacular radio	15
Kenya: Reporters accuse FM radio host of inciting listeners	14
Malawi: Convicted boy broadcaster to get own station	9
Mali/Liberia: Grand prix du festival Ondes de Liberté à "Star Radio" du Liberia	24
Mauritanie: Limogeage du directeur de Radio Mauritanie.....	20
Monde: 1er décembre 2009: Date limite pour soumettre sa candidature à la CBA Awards	20
Namibia: National broadcaster cancels free election air time	13
Nigeria: DELSU Students Ask VC to Complete FM Radio Station.....	16
Nigeria: With Internet, NBC Has Lost Relevance.....	14
RDC: Les journalistes, tant de la presse écrite qu'audiovisuelle	19
Senegal/Africa: West Africa Democracy Radio on Eurobird 1	12
Sénégal: Le journal parle de radio Sénégal amputé : Babacar Diagne supprime la Rp....	21
Somalia: Somali government launches strong FM station in Mogadishu	10
South Africa/Africa: A Touchpad to our Future: An Election Resource for Journalists.....	15
South Africa/World: Amandla! Alternative Media Web Portal	15
Sudan: ARTICLE 19 launches its state-by-state media assessment	16
Uganda: Government opens Radio Two	14
Uganda: Is Cultural Radio Really Necessary?	11
Uganda: Kabaka names team to meet Museveni over CBS	11
Uganda: Row over govt 'monopoly' in switch to digital signal	13
World: December 1, 2009: Deadline to apply for CBA Awards	12
Zimbabwe: Radio to Air Child Rights Drama Soon	10

News (Les nouvelles en français suivent)

NEWS

FROM : 2009-10-28 [EN]

Africa: 'New Media for A New World: Democracy & Development

<http://allafrica.com/stories/200910270002.html>

Liberian President Ellen Johnson Sirleaf, says the lack of manpower development for media practitioners in developing countries has affected the media's ability to effectively perform its watchdog role.

The media, the Liberian leader observed is also poorly equipped to meet the challenges of the new media landscape. The President was speaking in Stockholm, Sweden, during a high-level round-table discussion on Media and Development.

Addressing a panel on the 'New Media for A New World: Democracy & Development, at last week's European Development Days - 2009, the President noted that the lack of financial capacity for the media has affected its ability to professionally perform its duties.

Given its critical role in national development, the President said, there is a need for Governments to support or explore private sector initiatives to help sustain the development of the media as long as such collaboration does not compromise the watchdog role of the institution, according to an Executive Mansion release.

The Liberian leader also emphasized the need for the availability of the necessary infrastructure to enhance the performance of the media. [...]

She welcomed the 'new media' age (Internet, cell phone, etc), describing the evolution as a great opportunity, especially for developing countries. "There is no substitute when information is brought to your home," the President, who admitting that that she does not blog, stressed. While extolling the advent of the 'new media,' the Liberian leader, cautioned parents to monitor their children to ensure that the Internet and other new forms of communication are not abused to the detriment of the basics, such as reading and writing.

The Chair of Media and Democracy at Rhodes University in South Africa, Professor Fackson Banda, agreed that training is critical to the growth of the media, but argued that the larger society has had an effect on some of the best trained journalists.

"You give a journalist the best training and throw him/her out in the real world, and you see what happens." Professor Banda said journalists are products of societies. If a society does not provide the framework to improve the welfare of its people and set standards, he maintained, the journalist will also be compromised. [...]

The Director of Community Radio Salaki, Mr Camille Sawadogo, expressed frustration over the lack of access to decision-makers. The situation, the panelist said has made access to information more difficult because most African countries still do not have a freedom of information act. The 'New Media,' Mr Sawadogo noted, must be used to create the platform. [...]

Full report and source: Liberia Government, 26 Oct. 2009; quoted and distributed by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2009-10-28 [EN]

Malawi: Convicted boy broadcaster to get own station

<http://blogs.rnw.nl/medianetwork/malawi-convicted-boy-broadcaster-to-get-own-station>

To atone for the embarrassment suffered from the negative publicity received after a school dropout was convicted for running an improvised community radio station, Malawi's Communications and Regulatory Authority (MACRA) today said it would donate state-of-the-art community radio equipment and a licence to Gabriel Mkondesi, a primary school dropout who operated the popular radio illegally.

Mkondesi was forced to pay a fine after his conviction for operating the radio station in his rural Mulanje district of southern Malawi where he introduced phone-in programmes to the community. MACRA Communications Officer Zadziko Mankhambo said the body had received many complaints from the community where Mkondesi radio was operating, demanding to give them an alternative to the young man's illegal service. Due to this "MACRA will donate the equipment and a licence to Mkondesi, probably next month, so that he can start operating programmes which can benefit the community," he said.

Mkondesi was described by academicians and other quarters of society as innovative, creative and a genius. According to press reports, he wired together two radios and made it possible for listeners to air their views using mobile phones. His improvised radio station did have a proper studio for playing tapes or anything else – apart from the receiving and broadcasting the phone calls.

The service was highly appreciated by the local community until the police swooped on him and took him to court for the conviction. This solicited an outcry from the community and other

legitimate broadcasters who solicited funds to free him from prison.

Source: African Press Agency quoted by Media Network Blog Radio Netherlands, 28 Oct. 2009

NEWS

FROM : 2009-10-28 [EN]

Somalia: Somali government launches strong FM station in Mogadishu

<http://blogs.rnw.nl/medianetwork/somali-government-launches-strong-fm-station-in-mogadishu>

Somalia's Transitional Federal Government has launched a strong FM radio station (Radio Mogadishu) that can be received in Mogadishu and its outskirts. The station will attract Somali audiences who could not get balanced news and programmes from the local independent radio stations in Mogadishu because they are forced to broadcast the propaganda of the Islamist militants.

The radio started its news coverage in a surprise way by broadcasting the news of the rebels and the government alike and also broadcasting the voices of the complaining civilians who did have the chance to talk about the abuses of the Islamist rebels against them.

Somali information minister, Dahir Mohamud Gelle, who is also the owner of the independent Holy Quran Radio in Mogadishu, said Radio Mogadishu would broadcast the news of the government and the Somali people. Mr Gelle said the government was planning to make Radio Mogadishu stronger and to reach all of Somalia.

Many people in Mogadishu have welcomed the starting of the radio station and said they were happy to hear the voices of prominent journalists they used to listen to.

There are about 12 independent radio stations in Mogadishu, but they are forced to refer to al Shabaab as "Mujahideen" and the radios can not broadcast details of the assassinations of prominent people in Mogadishu and the abuses against the civilians by al Shabaab militias. Most professional journalists fled from Mogadishu and sought asylum in the neighbouring countries of Kenya, Djibouti, and Uganda. On Sunday a spokesman for the Hizbul Islam rebel group threatened the remaining journalists in Mogadishu and accused them of siding with the government. The rebels are demanding that the journalists refer to the African Union soldiers as infidels and the government soldiers as apostates.

Source: Mareeg Online, quoted by Media Network Blog Radio Netherlands, 27 Oct. 2009

NEWS

FROM : 2009-10-28 [EN]

Zimbabwe: Radio to Air Child Rights Drama Soon

<http://allafrica.com/stories/200910261279.html>

In an attempt to raise awareness on children's rights, a new drama exploring the theme will be broadcast on Radio Zimbabwe beginning next month. The two-fold drama would be produced in Harare and Bulawayo.

In the capital, Theory X Media will produce the Shona version of the drama titled Kuziva Mbuya Huudzwa while an Ndebele version titled Luthando will be done by Ingwe Studios in the City of Kings.

Kuziva Mbuya Huudzwa will focus mainly on creating awareness around children's rights in relation to the African Charter on the Rights and Welfare of the Child while Luthando's primary focus will be child protection.

The production companies working on the drama versions received training on the children's rights before commencement of rehearsals.

The drama is part of the multi-media awareness campaign that is being organised by Children First in partnership with Population Services International (PSI).

The campaign was launched in Harare on Wednesday and is expected to benefit about two million children countrywide.

The launch brought together representatives of the United States Agency for International Development (USAID), Ministry of Labour and Social Welfare, Childline Children's Ambassador and other organisations working on children's rights.

Speaking at the launch, USAid deputy director, Amy Tohill-Stull, hailed the programme saying her organisation's commitment to supporting the initiative was aimed at filling the information gap among children and young adults on children's rights.

She said Zimbabwe, which is one of the first African countries to sign and ratify the United Nations Convention on the Rights of the Child, had one of the most progressive laws on the care and protection of children in the continent.

"With this kind of national commitment, I am certain that the radio drama will successfully encourage responsible adults and communities to come together to look for ways to ensure that all Zimbabwean children have access to health care, education, sufficient food, shelter and loving

homes," Tohill-Stull said.

Source: Zimbabwe Standard, 24 Oct. 2009; quoted by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2009-10-28 [EN]

Uganda: Is Cultural Radio Really Necessary?

<http://allafrica.com/stories/200910261111.html>

A recent suggestion by the Born Again Faith Federation (BAFFE), headed by Pastor Joseph Sserwadda, that the Government sets up a non-commercial radio for Kabaka Mutebi, strictly broadcasting cultural issues, has not gone down well with some members of the opposition. The religious men and women had suggested that the cultural radio project should include all cultural institutions in the country, as a way of promoting the country's rich cultural diversity. They cited the Catholic Church, which has Radio Maria focusing on spiritual matters, and Radio Sapientia, which is commercial.

However, the politicians, who used to feature regularly on CBS FM, before it was closed, fear that this is a ploy to block them from spreading their political gospel among the Kabaka's subjects, under the guise of enlightening them on matters cultural.

The politicians, who have vowed to frustrate the cultural radio project, insist it is meant to stop the Kabaka from contributing to the socio-economic and political development of his people.

Source: New Vision (Kampala), 24 Oct. 2009; quoted by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2009-10-28 [EN]

Ghana: GBA Cautions Radio Stations Against Media Trial

<http://allafrica.com/stories/200910260169.html>

The Ashanti Regional branch of the Ghana Bar Association (GBA), has advised the electronic media to be circumspect in handling legal, constitutional and court issues on their programmes.

Mr. Dennis Adjei, Regional President of the GBA, said the association was dissatisfied about the unprofessional way some radio stations in the region operated.

The Regional President of the GBA, who was speaking at the inauguration of the new Office of the National Media Commission (NMC) in Kumasi, said some radio stations were engaging in medial trail.

Mr Adjei cited that the radio stations constituted themselves into law courts and judges and discussed court cases as if they had the right to administer justice.

He said this amounted to contempt of court and called on the Ghana Journalists Association (GJA) and the NMC to act firmly to stop the practice.

Mr Adjei claimed that some radio stations used their medium to blackmail and harass people by inviting people they perceived to have been wronged to appear on their programmes instead of directing them to the law courts.

He expressed hope that the opening of NMC Office in Kumasi would contribute to maintaining high journalistic standards.

The Office is to help the Commission deal swiftly with complaints against media personnel in the Northern sector of the country and monitor the work of journalists to raise professional standards.

Nana Yaw Osei, acting Ashanti Regional Chairman of the GJA, suggested that the NMC should come out with regular publications on its complaint procedures and media houses that appear before it.

Source: Accra Mail, 24 Oct. 2009; quoted by allAfrica.com

ALERT

FROM : 2009-10-29 [EN]

Uganda: Kabaka names team to meet Museveni over CBS

http://www.monitor.co.ug/artman/publish/news/Kabaka_names_team_to_meet_Museveni_over_CBS_93680.shtml

Kabaka Ronald Mutebi II has appointed a negotiation team to meet President Museveni over the re-opening of the kingdom's radio, Central Broadcasting Services, Daily Monitor has learnt.

Sources close to the kingdom revealed that the six-member team will be led by the former Buganda Katikkiro, Mr Joseph Mulwanyamuli Ssemwogerere. Members on the team include Prince David Wasajja, former Buganda attorney general John Katende, the chairman CBS board of directors and former Buganda deputy Katikkiro, Mr Godfrey Kaaya Kavuma, the kingdom's minister for local government, Mr Jolly Lutaaya and Mr Ssemakula Ndugwa.

Issues at hand

"The team will specifically handle the radio issue not the kingdom demands. The government had proposed to combine CBS issues with other core demands of the kingdom like federalism and return of property but we [Mengo] are not comfortable with that since CBS is a business entity," a

source at Mengo, the kingdom's seat said yesterday. However, State House had not yet fixed a date for the meeting, citing President Museveni's recent busy schedule which included hosting the African Union summit on refugees. While speaking in Mityana on Sunday, the Kabaka said he was optimistic that the kingdom's mouthpiece, which was switched off air September 10, a day after the Buganda riots, will soon be re-opened.
Source: Daily Monitor Online, 28 Oct. 2009

NEWS FROM : 2009-10-29 [EN]

Senegal/Africa: West Africa Democracy Radio on Eurobird 1

<http://blogs.rnw.nl/medianetwork/west-african-democracy-radio-on-eurobird-1>

Ray Woodward reports: "This station is currently being carried via WRN capacity @ 28.5 east (Eurobird 1) 11.390 GHz Hor SR:27500 FEC:2/3 on the channel label 'MOS Radio'."

West Africa Democracy Radio (WADR) describes itself as "a trans-territorial radio station set up to facilitate the exchange of development information between and among countries of West Africa, including Mauritania, Chad and Cameroon. In the station's first phase, it targeted mainly the Mano River Union (MRU) countries of Guinea, Liberia and Sierra Leone."

The station used to broadcast on shortwave, but is now on FM 94.9 in Dakar, plus satellite and Internet. Broadcasts in French and English are at 0700-2000 UTC according to the website.

Source: Media network Blog Radio Netherlands, 29 Oct. 2009

ALERT FROM : 2009-10-31 [EN]

Guinea: Guinean presidential guard commander assaults state radio journalist

This afternoon of Thursday 29 October, at about 1300 [local time], soldiers stationed at the RTG-Boulbinet [in capital Conakry], popularly known as "Koundara" manhandled Fana Soumah, a presenter of the 2000 hours news bulletin of the RTG [state-owned Guinea Radio Television]. According to information we got from eyewitnesses, Mr Soumah was about to enter the premises of the RTG in his car at the same time the commandant of the BASP [Autonomous Presidential Security Battalion] of "Koundara", Commandant Beugre, was going out through the gate. He thus unintentionally blocked the convoy of Beugre, who simply alighted from his car to administer a couple of slaps to Mr Fana Soumah.

The soldier did not stop at the physical assault. He was reported to have continued to threaten the RTG presenter: "Who do you think you are? Do you know that eyes are being kept on you? Watch out, you journalists!"

Contacted by Guineenews, the journalist, who was still in a state of shock, confirmed the incident: "He insulted me, my father and mother. Later, Commandant Tiegboro and the minister of finance, Capt Mamadou Sande, came and apologized to me and the RTG", he told Guineenews.

Journalists and civilians have become targets for the soldiers since the coming into power of the CNDD [National Council for Democracy and Development]. Guinean people, today, journalists are in danger of being added to the list of political leaders!

Source: Guineenews website (French), 29 Oct. 2009; translated and distributed by BBC Monitoring, 30 Oct. 2009

RESOURCE FROM : 2009-11-03 [EN]

World: December 1, 2009: Deadline to apply for CBA Awards

http://www.cba.org.uk/awards_and_competitions/2010_CBA_Awards.php

Applications are invited for the 2010 Commonwealth Broadcasting Association (CBA) Awards for television and radio programs. Programs produced or broadcast for the first time between August 1, 2008 and September 1, 2009 are eligible for entry. Programs may be in any language, but they must be subtitled in English or include a clear text in English explaining the concept of the program and its impact.

Awards are offered in the following categories:

- CBA-Amnesty International Award for Human Rights Programme
- CBA-World Bank Award for Programme on Developmental Issues
- CBA-UNESCO Award for Science Reporting and Programming
- CBA-IBC Award for Innovative Engineering
- CBA-Thomson Foundation Award for Coverage of Environment by an African
- One World Media Award for Extending Audience Reach
- CBA Roll of Honour

For an explanation of each award category and detailed information on how to apply, go to:

http://www.cba.org.uk/awards_and_competitions/2010_CBA_Awards.php .
Source: Farm Radio Weekly, Issue 86, 2 Nov. 2009

NEWS FROM : 2009-11-03 [EN]

Uganda: Row over govt 'monopoly' in switch to digital signal

<http://www.theeastafrican.co.ke/news/-/2558/679836/-/qxlwktz/-/index.html>

The broadcasting industry in Uganda is up in arms over a proposal to give control of the distribution of digital signals to the state-owned Uganda Broadcasting Corporation [UBC] as the country moves to comply with international requirement to migrate from analogue to digital broadcasting by 2015.

The draft digital broadcasting policy - now before cabinet - compels broadcasters to switch from analogue network to digital broadcasting by 2012, but controversially, it sets the stage for what broadcasters say could undermine competition within the industry and tilt the scales in favour of UBC.

First, the National Association of Broadcasters (NAB) chairman, Captain Francis Babu, says his association was not consulted to endorse UBC as the signal distributor. [...]

Both the draft policy and the migration strategy name UBC as signal distributor, but in trying not to create a monopoly, the regulators also provide for a second distributor, a slot that will be filled through a competitive bidding process. The broadcasters want to form a consortium to take on the mantle of signal distribution, but are opposed to UBC single-handedly becoming the signal common carrier. [...]

The Uganda Communications Commission has licensed two companies for the digital broadcasting pilot project, while another two are set to complete license acquiring process soon. Chinese owned Star TV is one of two broadcasters licensed to do the 12 month pilot for now, the other being Next Generation Broadcasting from Norway.

With fingers pointing at the Chinese firm, Broadcasting Council Chairman Godfrey Mutabazi could not rule out whether this firm has an eye on bidding for signal distributorship once the pilot is finished. [...]

NAB also questions UBC's capacity to play fair, considering that Kampala broadcasters bleed 1,200 dollars per month, while upcountry stations pay 700 dollars per month to rent space for their boosters on masts of the national broadcaster. The broadcasters accuse the regulators of favouring UBC to get donor money that is being passed around to fund the transition from analogue to digital.

The national broadcaster, for instance has already received a Japanese grant to develop infrastructure and switch to digital broadcasting. With the government keen to keep tight controls on radio and TV content following the recent media crackdown which saw four private radio stations closed down, broadcasters say giving UBC the role of signal distributor could have serious ramifications of not only unfair pricing, but also competition and control of content.

There is a proposal to give the function of content control to the Ministry of Information, but broadcasters that The EastAfrican spoke to argue that there is every possibility for this process to be abused, with the ministry giving orders to the signal distributor scramble the signal of an "offending broadcaster".

Full report and source: The EastAfrican website (Nairobi), 02 Nov. 2009; quoted by BBC Monitoring 03 Nov. 2009

NEWS FROM : 2009-11-03 [EN]

Namibia: National broadcaster cancels free election air time

<http://www.namibian.com.na/news/full-story/archive/2009/november/article/nbc-axes-free-election-airtime/>

[...] The public broadcaster has been airing campaign messages from political parties on its television and radio services since last week Monday.

Faced with the legal action against it, the NBC however pulled the carpet from under the two political parties' feet by deciding to do away with the free election message broadcasts - with the result that the issue that prompted the legal action against the NBC fell away, and with it also the case against the broadcaster.

The CoD and RDP are claiming that the NBC's allocation of time to political parties is unfair and has the effect of being biased in favour of the ruling party, Swapo.

The NBC's free airtime policy was that 40 per cent of the time that was made available to parties for campaign broadcasts was divided equally among the 14 parties contesting the National Assembly election this year.

The other 60 per cent of the free airtime was divided proportionally among the nine political parties that also contested the 2004 national elections, with the amount of time on air made available to

these parties divided according to the share of the vote they received five years ago. The effect of this was that Swapo received most of the free airtime, at the expense of new parties on the political scene and other parties that were beaten by the ruling party in the 2004 polls. Full report and source: The Namibian, Windhoek, in English 2 Nov 09; also quoted by BBC Monitoring 03 Nov. 2009

NEWS FROM : 2009-11-04 [EN]

Kenya: Reporters accuse FM radio host of inciting listeners

<http://www.standardmedia.co.ke/InsidePage.php?id=1144027617&catid=159&a=1>

Journalists in Eldoret are up in arms over a vernacular radio station they accuse of criticising reporters working in Rift Valley.

The journalists have written a protest letter to the Media Council accusing Kass FM of inciting Rift Valley residents against reporters in the region.

They cited the station's morning talk show host, Joshua arap Sang, who on two different occasions allegedly castigated two journalists on air for writing 'negative' stories against the recently formed Kalenjin Council of Elders.

"By doing so, he exposed the journalists to public debate in a manner likely to cause them harm from listeners," read the letter.

The letter further cites an incident where Mr Sang, who was the master of ceremonies during the inauguration of the council, allegedly threatened The Star reporter Mathews Ndanyi that he would burn his fingers if he wrote negatively about the meeting.

The letter also claims Sang held a talk show on October 10 where he took issue with Mr Peter Ngetich of the Daily Nation allegedly accusing him of betraying the interests of his community.

Source: The Standard On line edition (NAirobi), 03 Nov. 2009

NEWS FROM : 2009-11-04 [EN]

Nigeria: With Internet, NBC Has Lost Relevance

http://www.thisdayonline.com/nview.php?id=158796&printer_friendly=1

Chairman/Editor-in-Chief of THISDAY Newspaper, Mr. Nduka Obaigbena, has questioned the relevance of the National Broadcasting Commission (NBC) as a regulator in an age where technology has created a borderless world.

Obaigbena was delivering a lecture to participants at the Executive Intelligence Management Course at the Institute for Security Studies in Abuja yesterday.

He called for the merging of the NBC with the Nigerian Communication Commission (NCC) because, according to him, the NBC has lost its relevance because of nature of modern news media.

The duty of NBC is to regulate and license broadcasting stations but with advent of the Internet, voice and video can be transmitted from anywhere in the world, thereby rendering NBC irrelevant. A merger with the NCC, he advised, would be more appropriate for management, including frequency and spectrum allocations. [...]

Full report and source: ThisDay On line (Abuja), 03 Nov. 2009

ALERT FROM : 2009-11-04 [EN]

Uganda: Government opens Radio Two

http://www.monitor.co.ug/artman/publish/news/Government_opens_Radio_Two_94019.shtml

The Broadcasting Council on Tuesday opened the city-based Radio Two closed seven weeks ago for allegedly inciting the violent September riots.

Mr Godfrey Mutabazi, chairman of the Broadcasting Council, says the management of the station acknowledges gravity of "the matter at hand and apologised for the misconduct of their staff".

"[They] have, in addition, undertaken to comply with the minimum broadcasting standards and more generally, the Electronic Media Act," he says.

No detail of the behind-the-scene deal is available yet.

At the height of the September 10-12 pro-Buganda kingdom civil unrest, the central government launched a massive clampdown particularly on broadcasters, suspending journalists and shutting programmes deemed too critical or inflammatory.

Police say at least 27 people died in the riots, mainly from gunshot wounds. Government maintains officials at Mengo, the seat of Buganda kingdom, instigated the bloody protests in and around Kampala.

The Uganda Media Centre separately announces that Radio Two (Kaboozi Ku Biri) got back on air immediately after the Broadcasting Council cleared it to operate following the earlier suspension. The radio presenters had been indicted by the State for offending the minimum broadcasting

standards.

This means only Radio Suubi and the Buganda kingdom-owned Central Broadcasting Station (CBS) remain shut after authorities allowed the Catholic-owned Radio Sapientia back on air shortly after its closure in September.

Source: Monitor Online (Kampala), 3 Nov. 2009

RESOURCE

FROM : 2009-11-04 [EN]

South Africa/World: Amandla! Alternative Media Web Portal

<http://www.communitymedia.org.za/>

The National Community Radio Forum (NCRF) and Alternative Information and Development Centre (AIDC) have collaborated to published a web portal "Amandla! Alternative Media". The founders describe it as a resource for community and alternative media activists. The site is designed to support, promote, and document the work of alternative and community media in South Africa and beyond - from case studies and good practice, to policy issues, tools, reviews, links, and other resources.

According to the website, South Africa has over 100 on-air community radio stations, two on-air community television stations, and numerous print and online community and alternative media initiatives. These media projects have grown out of the struggle to liberate people and from an acknowledgement that accessing information and the capacity to express ideas are critical to the creation of a more just and participatory democracy – as well as a realisation that media owned and controlled by the private sector and state could not serve this purpose.

Source: Soul Beat Extra: Community Radio - 04 Nov. 2009

RESOURCE

FROM : 2009-11-04 [EN]

South Africa/Africa: A Touchpad to our Future: An Election Resource for Journalists

http://www.osf.org.za/File_Uploads/docs/Election_Manual_OSF-SA-March2009.pdf

This document, published by the Open Society Foundation for South Africa in preparation for the 2009 national and provincial elections, is an empowerment and information guide for community or mainstream journalists from the print, broadcast or on-line media. It aims to build journalist's capacity to effectively prepare for, monitor, and report on the 2009 elections, while also educating voters on elections and democracy.

The guide covers the following content:

- * Section A: Introduction to the Constitution, government and the law, including the Bill of Rights, national, provincial and local levels of government, and the law-making process.

- * Section B: Elections and election law, including democracy and election systems, the Electoral Act and Regulations, the role and structures of the Independent Electoral Commission, identity documents and voter registration, voters' rights, the Electoral Code of Conduct, and voting and counting processes.

- * Section C: Media law and using the media for elections, including the development of new media laws, ICASA and its structures, the ICASA Code of Conduct, other independent bodies recognised by ICASA, the ICASA Act and Regulations, the Electronic Communications Act, and other media codes and guidelines impacting on elections.

- * Section D: Practical guidelines for journalists, including core media ethics, ensuring fair coverage, preparing coverage, developing election programming, and interviewing skills and techniques.

Source: The Soul Beat - Community Radio, 04 Nov. 2009

ALERT

FROM : 2009-11-05 [EN]

Kenya: Kenyan rights activist calls for closure of vernacular radio

A human rights campaigner has asked the government to ban vernacular radio stations fanning ethnic animosity.

Mr Ken Wafula, the director of Centre for Human Rights and Democracy, said some of the stations were making inflammatory announcements, which could trigger ethnic violence.

He singled out the Kalenjin KASS FM station, which he accused of inciting ethnic animosity in the Rift Valley Province. "They are targeting members of civil society and journalists perceived to be against the authority of certain political leader," Mr Wafula said.

Although he has been at the forefront in fighting for freedom of expression, he said such extremes could not be supported. He claimed a presenter with KASS FM had incited listeners to burn the hands of journalists who file stories that are seen as unfavourable to the politician.

The call comes a day after two journalists in Eldoret wrote to the Media Council of Kenya to complain about threats from the KASS FM presenter.

Peter Ng'etich of the Daily Nation and Mathews Ndanyi of the Star claimed the presenter was inciting the public against them by allowing called to comment on stories they had written. "By doing so, he exposed the journalists to public debate in a manner that was likely to cause them harm from listeners/readers," the letter said.

Contacted for comment, the station's chief executive officer, Mr Julius Lamaon, said he would take up the matter with the employee. "let me find out from our senior staff, you can contact me later," Mr Lamaon said.

Mr Wafula said most of the vernacular stations employed people who had not received any training in journalism and did not understand much about ethics.

Source: Daily Nation (Nairobi), 4 Nov. 2009; quoted by BBC Monitoring 5 Nov. 2009

NEWS

FROM : 2009-11-06 [EN]

Sudan: ARTICLE 19 launches its state-by-state media assessment

http://www.ifex.org/sudan/2009/11/03/article_19_media_assessment/

An ARTICLE 19-led Consortium yesterday launched a report in Juba, South Sudan, which outlines the dire situation faced by the Sudanese media at a critical time in the country's political history. "Mapping the Void", which addresses the practical as well as legislative situation for journalism in the country, finds evidence of radio stations broadcasting in poor conditions, on the one hand, and well-equipped and high-tech stations without adequately trained staff on the other. The research was conducted in 14 of the 25 Sudanese states by a consortium of six national and international organisations, including ARTICLE 19.

In one example, researchers found that broadcasting services in Kadugli, Southern Kordofan State had been suspended, despite being linked to the national broadcast network in Khartoum and that ". . . newly procured broadcasting equipment was mothballed and rotting in containers out in the yard and a newly-installed transmission mast . . . lay disused and crumbling out in the open. Indeed, at the time of the field visit, the staffers were on strike for non-payment of salaries since December 2007."

ARTICLE 19 and its partners in the Sudan Consortium on Promoting Freedom of Expression and Civil Society Involvement in Developing Democratic Media Legislation in Sudan undertook several missions throughout 2008 and 2009 to a number of states, including Western Equatorial, Jonglei and River Nile, collecting data on the type, capacity and performance of the media across Sudan. The report describes a virtual monopoly of the State over broadcast media; harassment of journalists; self-censorship; a void in the professional, language and technical capacity of media practitioners; severe budgetary constraints experienced by media institutions; and poor communication and support from the central information ministries to state ministries. The resulting news and information vacuum threatens the rights to freedom of expression and information and, by extension, democracy and good governance for the people of South Sudan at a critical juncture in the post Comprehensive Peace Agreement (CPA) period.

The report seeks to alert the government, media and donors to the perilous state of the media outside of Khartoum and Juba, and calls for a comprehensive strategy and urgent action to address the void.

Members of the Consortium included ARTICLE 19, the Khartoum Centre for Human Rights and Environmental Development, the Association for Media Development in South Sudan, International Media Support, Norwegian People's Aid and the Olof Palme International Centre. The project was generously supported by the European Commission and NMFA.

Source: IFEX website, 03 Nov. 2009

NEWS

FROM : 2009-11-06 [EN]

Nigeria: DELSU Students Ask VC to Complete FM Radio Station

<http://allafrica.com/stories/200911040233.html><http://allafrica.com/stories/200911040233.html>

Students of the Department of Mass Communication, Delta State University (DELSU), Abraka, Delta State, have asked the Vice Chancellor, Prof. John O. Enaohwo, to ensure that the university's FM radio station was completed and commissioned before leaving office later this month.

The students, who stormed the Nigeria Union of Journalists (NUJ) Press Centre in Warri weekend, praised the vice chancellor for the radio transmission project, saying, however, that there was need for him to closely monitor the contractors who have been adequately mobilized for the project not to have his efforts frustrated. [...]

It was gathered that the contractor was expected to procure a 20 kilowatts radio transmitter, console and other broadcast equipment for DELSU FM Radio Station, but at the moment, there are

fears that the studio would be handed over with a leaking roof, without a fence for security, recording equipment and vehicles.

The students said an operational FM radio station in DELSU would enhance practical training for DELSU's mass communication students, improve communication between the school authority and students as well as promote standards through competition among existing broadcast stations in Delta State.

Full report and source: Vanguard, 4 Nov. 2009; quoted and distributed by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2009-11-06 [EN]

Cameroon: Private Audio-visual Media Battling With the Law

<http://allafrica.com/stories/200911030781.html>

Even though there are over 100 private radio and television stations, the majority do not have licences.

Any visitor who comes to the country and Yaounde in particular will take home a good impression as far as press freedom is concerned. This is due to the fact that the number of private radio and television stations keeps increasing each day in the country. These private radio and television stations like the public media both have the duty to render service to the public. What has raised eyebrows is the fact that a majority of these radio and television stations are operating without any licence. Presently there are over 100 private radio and 10 television stations. Out of that number, only three have obtained their licences. The others only have authorisations to enable them operate. These stations are operating contrary to the law on social communication of December 1990 which stipulates that the cost of obtaining a licence for a private radio station stands at FCFA 50 million and FCFA 100 million for a private television station.

The President Director General of L'Anecdote Group, Jean Pierre Amougou Belinga said the law does not favour proprietors of radio and television stations as the cost of obtaining licence is high whereas assistance which the private proprietors receive from government is hardly to FCFA 1million. According to him, the cost is too high and proprietors find it difficult to meet up with the conditions required by government. "Nobody can pay FCFA 100million for a licence when advertisements are is not regular," he said. He explained that private radio stations need to pay salaries of journalists, pay bills, etc, which is not easy for them. According to him Satellite Radio has been able to deposit some amount of money for licence but he is presently waiting for the fare to reduce which is one of the recommendations of the National Communication Council.

According to Jean Pierre Amougou Belinga, in order to help the proprietors of private radio and television stations, the government must review the law on audiovisual tax. He said the private radio and television stations must also share the audio visual tax and not only CRTV because they too are rendering service to the public. "It is from there that journalists can be well treated," he said. According to Amougou Belinga, all proprietors of private radio and TV stations appreciate the vision of the new Minister of Communication which holds that there is no public or private media because they have services to render to the public.

Source: Cameroon Tribune (Yaounde), 3 Nov. 2009; quoted and distributed by allAfrica.com

ALERT

FROM : 2009-11-06 [EN]

Guinea: BBC reporter flees Guinea to Senegal over death threats by soldiers

Text of interview by Hamidou Sow entitled "Economy and politics: Threatened by the Guinean junta, BBC African Service correspondent in Conakry, Amadou Diallo, left Guinea" published on Guineenews website, based in Canada, but with editorial team in Guinea on 4 November

The BBC African Service correspondent in Conakry, Amadou Diallo, left his country (Guinea) for Dakar on Wednesday 28 September. In order to know more on the reasons and the circumstances for his departure from Guinea, Guineenews spoke to Amadou by phone.

[Guineenews] Can we know the reasons for your departure from Guinea?

[Diallo] For the fact that we have been targeted mainly by soldiers since 28 September 2009 and in view of the fact that threats of death persisted, my editorial desk decided take me away from Guinea.

[Guineenews] How were you able to get out of the country?

[Diallo] I left the country legally like every citizen wishing to travel. I bought the ticket for myself and my family to come to Dakar as was decided by the BBC African Service editorial desk. I did not have any problems at the airport except the look that some soldiers and persons gave me said much about it.

[Guineenews] Did you leave Guinea with the correspondent of the RFI in Conakry in the person of

Mouctar Bah?

[Diallo] No! At all. I left alone with my family. I know that we were all targeted by the soldiers. I also know that he is in Dakar. But, we were not sprung out of Guinea at the same time.

[Guineenews] Are you in Senegal to seek political asylum?

[Diallo] No! I am not in a political asylum. My editorial desk and I decided that I should leave Conakry because my life was in danger... [ellipsis as published] That is all. I would not have left my country if I did not feel threatened. It is painful leaving Guinea because I have family and friends over there. But, I am forced to seek protection. And as soon as the situation becomes normal, I will return.

[Guineenews] Why did you choose Dakar and not another country?

Diallo] We chose Dakar because BBC African Service is expected to transfer its service there from next February. Therefore, instead of going to another country and return to Dakar in February 2010, my editorial desk considered it necessary that I come to Dakar for the time being since I am coming here in three months' time. I am saying specifically that I am not here to seek political asylum let alone continue to another country. I left Conakry because my life was in danger. And I am in Dakar because BBC African Service is expected to transfer its services there

Source: Guineenews website (Canada), in French 04 Nov. 2009; translated and quoted by BBC Monitoring 06 Nov. 2009

ALERT FROM : 2009-11-08 [EN]

Benin body suspends radio over "unfounded accusations against the government"

The Benin Audio-visual and Communication High Authority, on 6 November, suspended for one month Cap FM, a local private radio which broadcast from the capital, Cotonou, over "unfounded accusations against the government and call to hatred and violence", RFI said on 7 November. Cap FM broadcast on 3 November a programme in which the government was, among others, described as a "gang of opportunists in adventure". The evangelization programme was produced and financed by a local NGO.

"Media bodies and professional media organisations acknowledge the seriousness of the facts", RFI says, "but they believe the sanction is too heavy".

Source: Radio France Internationale (Paris), in French 07 Nov. 2009; translated and quoted by BBC Monitoring

Nouvelles

ALERT FROM : 2009-10-26 [FR]

Guinée: Les stations de radio opèrent l'autocensure pour empêcher des attaques

http://ifex.org/guinea/2009/10/22/self_censorship/fr/

Depuis le 28 septembre 2009, les stations de radio privées en Guinée ont suspendu la diffusion des émissions politiques sur leurs antennes.

Le correspondant de la Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (MFWA) a rapporté que cette décision a fait suite à une vague de harcèlement continu de la part du grand public, des militaires ainsi que des personnes soupçonnées d'agir pour la défense des intérêts de l'Opposition.

"Les stations privées vivent des intimidations et des menaces quotidiennes qui font que nous ne voulons pas prendre de risque. Nous allons donc diffuser la musique pour éviter des descentes musclées dans nos stations, comme ce fut le cas de la radio Liberté FM en 2007", a confié au correspondant, un membre de l'Association des Radios Privées de Guinée.

Parmi les programmes suspendus figure "Défoulez-vous" de Sabari FM.

Bien que Familia FM ait changé le ton caustique de son émission "Société Débat" et suspendu d'autres programmes tels que "Coup de Gueule", un groupe de civils ont, le 4 octobre, débarqué à la station pour menacer le personnel, en disant que la station soutient la junte.

"L'autre soir, un groupe d'individus est venu à notre station pour nous accuser de diffuser des informations en faveur de la junte. Ils voulaient saccager notre rédaction. C'est l'arrivée des forces de sécurité qui nous a sauvé la vie", a témoigné un journaliste de radio Familia FM.

"Nous recevons des menaces téléphoniques qui nous demandent de ne pas émettre des émissions critiques à l'endroit du pouvoir", a confié sous l'anonymat un autre journaliste de Soleil FM au

correspondant, pour raisons de sécurité.

Source: Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (Accra), repris par IFEX, 22 oct. 2009

NEWS

FROM : 2009-10-26 [FR]

Burkina Faso: Jubilé d'or de Radio-Burkina : 50 ans de service public célébrés

<http://www.lefaso.net/spip.php?article33770>

La Radio nationale du Burkina (RTB) a célébrés ses 50 ans, le dimanche 25 octobre 2009, à Ouagadougou. La cérémonie a connu la présence de plusieurs personnalités de l'Etat et a été une occasion pour la direction de la RTB de rendre hommage aux pionniers de la radio et de procéder au lancement de son site web.

C'est le 25 octobre 1959 à 19h que la radio Haute-Volta, aujourd'hui radio-Burkina, a vu le jour. Pour marquer d'une pierre blanche ces 50 ans de service public, la direction générale de la RTB a organisé une cérémonie grandiose de jubilé d'or le 25 octobre 2009 au sein de la radio à Ouagadougou. Anciens journalistes et techniciens, responsables politiques et coutumiers, artistes, forces armées nationales et personnel de la RTB, sont tous venus fêter cinq décennies d'existence de leur outil d'information, de communication et de cohésion sociale.

L'hymne national, chanté par une chorale habillée aux couleurs de la nation, le discours du président Maurice Yaméogo annonçant la naissance de la radio-Burkina, l'interprétation de la musique "Ne y yibeogo" de l'Harmonie voltaïque ont été des moments forts de cette cérémonie qui ont donné au public la nostalgie d'une vieille époque, celle des années 1960. Pour le directeur de radio-Burkina, Ouezin Louis Oulon, la radio a réussi sa mutation pour se conformer au temps après 50 ans d'existence. La numérisation du processus de collecte et de traitement de l'information en est une preuve, a indiqué M. Oulon. Ce jubilé d'or doit, selon lui, rimer aussi avec la recherche de la qualité, de l'excellence et du professionnalisme en vue d'élargir l'audience de la radio. Il a en outre précisé que des résolutions sont envisagées en 2010 pour résoudre les problèmes matériels et d'équipements auxquels font face les agents et qui entravent l'exercice de leur métier. [...] Texte complet et source: Sidwaya, 26 oct. 2009, repris par Lefaso.Net

NEWS

FROM : 2009-10-28 [FR]

Afrique: Débat sur les (nouveaux) médias et le développement

<http://training.dw-world.de/ausbildung/blogs/developmedia/?p=428>

"Nouveaux médias pour un monde nouveau: Démocratie et développement". Voici le thème autour duquel s'est déroulé le panel de ce vendredi matin. Toujours dans l'ambiance des Journées Européennes de développement. Il s'est agit de déterminer "le rôle des nouveaux médias pour le développement et la démocratie et leur impact sur le paysage médiatique".

A la table de discussion:

La Présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf, Raila Odinga, le Premier ministre kenyan, Les Sud Africains Pansy Tlakula, Rapporteur spécial sur la liberté d'expression de la CADHP et Fackson Banda, TI et des nouveaux médias expert de l'Université de Rhodes, ainsi que le Burkinabè Camille Sawadogo, directeur de CEMECA et directeur des médias communautaires Radio Salaki et l'Ivoirien Israël Yoroba.

Le compte rendu (en anglais) de cette rencontre à lire en suivant le lien mentionné sur cette nouvelle.

Source: Le Blog de Yoro, 23 oct. 2009 - <http://leblogdeyoro.ivoire-blog.com/>

NEWS

FROM : 2009-10-28 [FR]

RDC: Les journalistes, tant de la presse écrite qu'audiovisuelle

<http://fr.allafrica.com/stories/200910261454.html>

Les journalistes, tant de la presse écrite qu'audiovisuelle de Goma, dans la province du Nord-Kivu, sont appelés à contribuer à la réussite de la campagne « Inscrire et maintenir les enfants à l'école », lancée dernièrement par la division de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP)/Nord-Kivu, avec l'appui de l'UNICEF.

La contribution consiste à sensibiliser les parents, les communautés ainsi que les autorités politico-administratives sur l'inscription et le maintien des enfants à l'école, rappelle l'ACP. A noter que cette campagne a été initiée à l'issue d'une journée d'échange organisée par le Task Force.

Source: Le Potentiel (Kinshasa), 26 oct. 2009; repris par azlAfrica.com

NEWS

FROM : 2009-10-28 [FR]

Mauritanie: Limogage du directeur de Radio Mauritanie<http://fr.allafrica.com/stories/200910260892.html>

Selon des sources bien informées, le directeur général de la Radio Mauritanie Hamma Ould Sweilem a été limogé, dimanche, à la suite d'un contrôle financier qui se poursuivait au sein de cette institution depuis quelques jours.

De même sources on apprend que le secrétaire général du ministère de la Communication dont relève cette radio d'Etat s'était présenté à la Radio pour les formalité de passage de services, ainsi que la suspension de travail du directeur limogé, en même temps que son comptable, en attendant la désignation de leurs remplaçants.

Par ailleurs, on apprend, de même sources, que des responsables de cette institution, dont son directeur technique, seraient en difficulté par rapport au contrôle administratif et financier en cours à la Radio Mauritanie. Ils auraient été sommés par le contrôle d'Etat de remettre en place des fonds importants utilisés de manière injustifiée.

Source: Agence Nouakchott d'Information, 26 oct. 2009; repris par allAfrica.com

ALERT

FROM : 2009-10-29 [FR]

Burkina Faso: A Ouahigouya, suspension d'une émission sur Radio Wend-Panga<http://www.lefaso.net/spip.php?article33839>

La Coordination régionale des organisations de la société civile du Nord n'est pas contente des agissements du procureur du Faso près le Tribunal de grande instance de Ouahigouya. Ce dernier a exigé d'auditionner une interview accordée par la Coordination, avant sa diffusion sur Radio Wend-Panga de Ouahigouya. Dans la lettre de protestation ci-dessous, adressée au procureur, la Coordination s'insurge contre "une entrave à la liberté d'expression et d'opinion". Il faut signaler que Tasséré Sawadogo le responsable de cette Coordination, a été interpellé par le Procureur hier dans la matinée avant d'être relâché quelque trois heures après. [...]

Texte complet et source: Le Pays, 29 oct. 2009; repris par Lefaso.Net

RESOURCE

FROM : 2009-11-03 [FR]

Monde: 1er décembre 2009: Date limite pour soumettre sa candidature à la CBA Awardshttp://www.cba.org.uk/awards_and_competitions/2010_CBA_Awards.php

Les journalistes télé et radio sont invités à soumettre leurs candidatures à l'édition 2010 de la Commonwealth Broadcasting Association (CBA) Awards. Les émissions produites ou diffusées entre le 1er août 2008 et le 1er septembre 2009 sont admissibles. Ces émissions peuvent être dans n'importe quelle langue, mais elles doivent être sous-titrées en anglais ou être accompagnées d'une transcription en anglais expliquant le concept de l'émission et son impact.

Des prix seront décernés dans les catégories suivantes:

- * Le prix CBA-Amnesty International pour des reportages sur les droits humains
- Le prix CBA -Banque mondiale des reportages sur les questions de développement
- Le prix CBA-UNESCO pour des reportages et des programmations sur la science
- Le prix CBA-IBC pour des reportages l'innovation en génie
- Le prix CBA-Thomson Foundation pour un reportage sur l'environnement effectué par un Africain
- Le prix One World Media pour l'élargissement de l'auditoire
- Le prix CBA d'excellence

Pour de plus amples renseignements sur chaque catégorie de prix et des informations détaillées sur les modalités d'inscription, rendez-vous sur le site Web suivant:

http://www.cba.org.uk/awards_and_competitions/2010_CBA_Awards.php (en anglais seulement).

Source: Farm Radio Hebdo, 86, 02 nov. 2009

NEWS

FROM : 2009-11-06 [FR]

Côte d'Ivoire: Eris forme les radios de proximité à la participation citoyenne<http://news.abidjan.net/article/?n=346270>

Les hommes de média surtout ceux des radios de proximité ont été formés aux techniques de l'information pendant la période électorale. L'ONG Eris (Electoral reform international services) a

procédé pendant trois mois, (d'août à octobre 2009), à la mise en œuvre de son programme d'assistance aux radios de proximité de Côte d'Ivoire, par la formation des journalistes et animateurs aux questions liées à la citoyenneté participative. Les thèmes abordés incluaient: Comment les radios de proximité peuvent-elles contribuer à encourager une plus grande participation des sous-scolarisés à la vie de leurs communautés ? Comment les radios de proximité peuvent-elles répondre aux aspirations et besoins de leurs auditeurs ? ; Les écueils que doivent éviter les radios de proximité ; La place et le rôle des femmes dans les structures de décision, et comment parvenir à une plus grande représentativité grâce aux radios de proximité ? Qu'attendent les jeunes des radios de proximité ?

Ces formations constituent le premier volet d'un vaste Projet d'information et d'éducation électorale en Côte d'Ivoire initié par l'Ong Eris avec l'appui financier de la Commission européenne. Le second volet étant une campagne nationale de sensibilisation à la citoyenneté participative dénommée "La Côte d'Ivoire là !..C'est moi d'êh! " qui va démarrer très prochainement. Cette campagne est dirigée en priorité vers les populations ivoiriennes sous-scolarisées, les femmes, les jeunes et les primo-votants. 63% des 15-45 ans d'après une étude du Service autonome de l'alphabétisation (Saa) publiée en octobre 2008, sont analphabètes ou illettrés. Une frange assez importante le plus souvent en retrait des activités concernant son statut, son rôle de citoyen. Ce sont au total, 20 radios de proximité, soit huit (8) radios dans la région d'Abidjan et douze (12) à l'intérieur du pays, qui ont participé à trois ateliers tenus à Abidjan, Gagnoa et Bouaké. Outre la formation théorique globale qui a consisté à l'apprentissage des techniques d'interview, de prise de son, d'écriture radiophonique et de montages, il s'est agi pour Eris de susciter chez les apprenants des émissions à impact auprès des groupes cibles que sont les sous-scolarisés, les femmes et les jeunes en retrait des activités participatives. Eris veut de fait amener ces populations à prendre conscience de leur apport et de leur importance dans toute la dynamique électorale et le développement du pays en général. "Une fois formés, les membres du personnel des radios de proximité seront mieux à même de répondre aux besoins de leurs auditeurs," soutient Sébastien Drans, Chef du projet. Au terme des différentes formations, Eris a procédé au suivi et à l'évaluation in situ des spécimens produits par les animateurs des 20 radios sélectionnées. Selon Daniel Singleton, Consultant radio à Eris, qui a visité du 21 au 23 octobre, les stations de Gagnoa et San Pedro avec les formateurs de l'Ong, "le défi à relever pour ces radios est d'atteindre les cibles visées par une meilleure adaptation des messages et des techniques d'approche". Cela n'est possible, appuiera-t-il, que par "une meilleure connaissance des auditeurs". Des formations, en somme, très enrichissantes pour les apprenants qui y ont trouvé un réel intérêt. " Je fais maintenant le montage des magazines en un temps plus réduit. De 15 minutes on passe à 6 minutes de temps d'antenne avec un contenu aussi consistant. La formation a apporté un plus à la connaissance de mes agents. Pour preuve, je suis revenu avec beaucoup de documentation que mes agents se sont arrachés ", a confié Alain Gnébéhi Sahié, directeur de Radio Gagnoa et apprenant. Blanche Gbago, animatrice à Radio San Pedro, fera chorus. La formation, au-delà de l'apprentissage des techniques rédactionnelles radiophoniques, lui a permis, à l'en croire, de prendre la pleine mesure du rôle de la femme dans la société à travers les différents exposés. Au terme de la formation, Blanche Gbago a produit une émission sur la maltraitance des enfants. Notons que Eris est une Ong basée au Royaume-Uni qui travaille à la formation et l'assistance dans le cadre des élections. Elle est affiliée à l'UK Electoral reform society, une structure qui œuvre pour des élections démocratiques, depuis 1884.

Source : Quotidien Le Temps, 06 novembre 2009 (repris par www.abidjan.net); information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel Abidjan)

NEWS

FROM : 2009-11-06 [FR]

Sénégal: Le journal parle de radio Sénégal amputé : Babacar Diagne supprime la Rp

<http://fr.allafrica.com/stories/200911050778.html>

Le patron de l'audiovisuel public, Babacar Diagne, a interdit depuis mardi dernier la revue de presse dans les éditions du journal parlé de Radio Sénégal. Cette mesure a déclenché l'ire des travailleurs de la boîte. L'Intersyndicale de la Rts 'trouve inacceptable une telle entrave au libre exercice de la profession de journaliste'. [...]

Texte complet et source: Wal Fadjri (Dakar), 5 nov. 2009; repris et distribué par allafrica.com

NEWS

FROM : 2009-11-06 [FR]

Cameroun: Radios et télévisions privées - Qui est qui ?<http://fr.allafrica.com/stories/200911030783.html>

Le ministre de la Communication a signé il y a un mois, une décision portant fermeture de la station de radio privée dénommée Le Démenti.

Une FM émettant dans la zone de Yaoundé et qui s'était illustrée depuis quelques semaines par une série de dérives déontologiques. De plus, avait précisé le ministre, la chaîne n'était pas reconnue au niveau du ministère de la Communication (MINCOM). Elle aurait piraté une fréquence. D'où le motif d'exercice illégal. Cette fermeture était en tout cas, le deuxième acte du genre, signé par le ministre Issa Tchiroma Bakary, depuis sa nomination à la tête du Mincom le 30 juin dernier.

Quelque temps avant Le Démenti, c'est Sky One, une autre radio de Yaoundé et son émission Le Tribunal qui le 17 août, se voyaient contraints de mettre la clé sous le paillason, faute d'avoir accepté de mettre de l'eau dans leur vin. Un vin très fort qui avait fini par donner aux promoteurs des allures de justiciers.

Deux points communs entre ces deux stations privées de radiodiffusion : leurs situations administratives respectives n'étaient pas des plus claires. Sky One disposait d'une autorisation provisoire. Tandis que Le Démenti a purement et simplement été taxée de radio pirate par les responsables du ministère de la Communication.

En fait, la situation n'a rien de révolutionnaire, connaissant le paysage médiatique camerounais. Depuis la libéralisation de l'audiovisuel en avril 2000, des promoteurs par dizaines ont effectivement saisi l'opportunité de l'ouverture offerte par la volonté politique. Ils ont tous dans un premier temps commencé à exercer sans remplir toutes les conditions requises. C'est ce que l'on a appelé dans le contexte camerounais, la « tolérance administrative ». Sorte d'autorisation provisoire qui donnait aux promoteurs de radios et de chaînes de télévisions privées le temps pour rassembler les documents et les moyens prescrits par la loi.

La tolérance a donné la preuve de son côté positif. La situation a favorisé la naissance d'un nombre important d'entreprises audiovisuelles. Matérialisant avec pertinence le souci de diversité et de pluralité des opinions sur la scène médiatique nationale. Mais d'un autre côté, la souplesse des pouvoirs publics a permis la naissance d'une véritable pègre de la presse audiovisuelle. Il fallait sans doute s'y attendre. Et ce n'est pas fini, puisque le contexte de tolérance subsiste malgré les dérives notoires, malgré les mesures de suspensions et de fermetures prises par le ministère de la Communication.

Le résultat aujourd'hui, c'est que, malgré les premières licences délivrées le 30 avril 2007, la situation n'a guère évolué. Plus de 100 radios et chaînes de télévision privées existant au Cameroun semblent logées à la même enseigne. La délivrance des premières licences n'a pas été suivie d'un durcissement vis-à-vis des opérateurs qui n'étaient pas en règle. Conséquence : presque aucune différence entre les quatre entreprises titulaires de licences, les autres bénéficiant de la fameuse tolérance administrative, et les clandestines. Voilà qui n'est pas de nature à inciter les hors-la-loi à se mettre en règle. D'où ces radios poubelles qui pullulent, avec pour seul leitmotiv d'exister et engranger de la publicité autour d'une ou deux émissions. Jusqu'à quand ?

Source: Cameroon Tribune (Yaoundé), 3 nov. 2009; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2009-11-06 [FR]

Cameroun: Régularisation en ré mineur<http://fr.allafrica.com/stories/200911030782.html>

Si la quasi-totalité des médias fonctionnent sans licence, beaucoup essaient de se conformer aux autres exigences administratives.

Tolérance administrative ? Oui, mais . Pour bon nombre de promoteurs de médias audiovisuels privés, l'étiquette de « clandestin » dont on les affuble au motif qu'ils ne détiennent pas de licence d'exploitation, donne un mauvais reflet de la réalité du secteur. Car si le précieux sésame manque effectivement au dossier de la plupart, ils expliquent fonctionner avec l'onction du Mincom, et avoir pour beaucoup rempli les conditions préalables à l'ouverture. « Pouvez-vous réellement imaginer ne serait-ce qu'une seconde qu'une radio ou télévision puisse ouvrir, si elle n'a pas eu l'autorisation du Mincom ? » interroge Bosco Tchoubet, le promoteur de Tome Broadcasting corporation » (TBC). En effet, la licence elle-même n'est que l'aboutissement d'un processus administratif auquel les promoteurs doivent minimalement satisfaire. Une demande d'exploitation au Mincom, assortie de la fiche technique du projet, de la localisation du site de diffusion, d'une patente, ou encore d'une caution versée au Trésor public (voir article ci-contre). C'est ce fond de dossier qui, traité par les services compétents du ministère de tutelle, donnent droit à l'attribution d'une fréquence, et vaut reconnaissance du ministère, nous laisse entendre un responsable de la cellule informatique du Mincom. Par la suite, le dossier est transmis aux services du Premier ministre, dont dépend le

Conseil national de la Communication. Lequel étudie à son tour le dossier, et peut soit donner un avis favorable, soit émettre des réserves. En cas d'avis favorable, le Mincom est tenu de délivrer une licence au promoteur. Sauf que, et c'est-là où le bât blesse pour les promoteurs, entre ces deux dernières étapes, se situe ce qui a jusqu'ici constitué le principal frein à la régularisation des organes du secteur, les frais de licence.

Selon Bosco Tchoubet, deux points sont particulièrement répulsifs pour les promoteurs. Le montant de ces frais, et l'absence d'un calendrier clair. « Si nos organes bénéficient d'une aide publique, c'est que l'Etat reconnaît lui-même que nous n'avons pas assez de moyens. Comment comprendre donc que les droits pour la licence soient aussi élevés. On a demandé à ce qu'ils soient revus à la baisse, mais on attend toujours la suite accordée à cette requête. De l'autre côté, on hésite à payer parce qu'il n'y a pas de visibilité dans les échéances. Si le ministère nous disait qu'il compte délivrer des licences d'ici telle date, les DP pourraient se mobiliser ne serait-ce que pour avancer une partie », laisse entendre le promoteur. Car beaucoup de radios notamment ont déjà reçu l'avis favorable du CNC, mais butent encore sur l'obstacle du coût de la licence.

Il faut également dire que la diversité des projets, contribue au peu de visibilité du secteur. Entre les radios communautaires (à mi-chemin entre public et privé), celles thématiques promues par quelques Ong ou associations internationales (et par conséquent non commerciales, dit-on), ou celles qui occupent spontanément des fréquences sans autorisation de la tutelle, difficile de faire la part des choses dans la régulation du secteur.

Source: Cameroon Tribune (Yaoundé), 3 nov. 2009; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2009-11-06 [FR]

Cameroun: Qui a peur de la licence ?

<http://fr.allafrica.com/stories/200911030593.html>

Alors qu'on compte une centaine de radios et plus de dix chaînes de télévision, leurs régimes de fonctionnement sont aussi divers que leurs formats de fonctionnement.

De nos jours, le Cameroun compte une centaine de radios privées, qui évoluent sous trois principaux formats : généralistes, thématiques et communautaires. Pour ce qui est des chaînes de télévision, on en compte une dizaine environ. Et si les médias audiovisuels privés sont opérationnels pour la plupart depuis environ dix ans, leur régime de fonctionnement n'est pas toujours le même. En effet, outre les radios étrangères telles que Africa N°1, BBC Afrique ou RFI, ayant obtenu une autorisation d'émettre, on peut classer les radios et les télévisions camerounaises en quatre principales catégories.

Les radios et télévisions détentrices d'une licence : elles ne sont certainement pas les plus nombreuses. Deux chaînes de télé et une radio peuvent effectivement se vanter d'avoir pu obtenir un sésame pour lequel de nombreux promoteurs se battent encore. Ces premières licences ont été délivrées en 2007, soit sept ans après la libéralisation du secteur..

Les chaînes en attente de licence : pour le moment, il n'y en a que trois, dont une télé et deux radios. Elles ont déjà versé la caution nécessaire pour l'obtention d'une licence, après le passage obligatoire de leurs dossiers par le comité interministériel, le Conseil national de la communication et la signature du cahier de charges avec le ministère de la Communication. Et au Mincom justement, on évoque un problème de procédures administratives pour expliquer le retard dans l'octroi des licences.

Les détentrices d'autorisation d'émettre : depuis mars 2007, la grande majorité des radios et télévisions fonctionnent grâce à ce document. C'est ce qu'il convient d'appeler de nos jours « tolérance administrative ». Celles-là ont en effet déposé des dossiers auprès du Mincom. Mais du fait des difficultés financières, il leur a été permis de fonctionner, en attendant que les promoteurs puissent payer la caution.

Les chaînes qui n'ont jamais fonctionné : cette dernière catégorie est réservée aux radios et télévisions qui, malgré une autorisation du ministère de tutelle, n'ont encore émis aucun son, ni diffusé une seule image. Elles sont une dizaine environ.

Source: Cameroon Tribune (Yaoundé), 3 nov. 2009; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2009-11-06 [FR]

Cameroun: Les seuils de la tolérance

<http://fr.allafrica.com/stories/200911030592.html>

Au-delà des exigences administratives, le respect de l'éthique et de la réglementation sont des saufs-conduits pour les médias audiovisuels.

La déontologie et l'éthique des médias restent une priorité pour la survie des médias audio- visuels privés. Selon le cahier des charges fixant les modalités de création et d'exploitation d'une entreprise de communication audiovisuelle, « les programmes de la rédaction doivent être préparés

par des journalistes résidant au Cameroun. Ces programmes ne doivent pas porter atteinte à la cohésion nationale et aux bonnes mœurs, ou faire l'apologie de la violence et du sexe. » Pour le sous-directeur des médias audiovisuels et cybernétiques de la communication audiovisuelle, Sophie Ortence Ntsouala, « plusieurs médias de radio ou de télévision ont reçu des avertissements de la part du ministère de la Communication », afin de les impliquer un peu plus dans l'esprit de sensibilisation des publics.

Cette mesure, s'il elle n'est pas respectée, fait partie des nombreuses causes de fermeture d'un média audiovisuel. A l'article 4 de la section V dudit cahier de charges sur les obligations des acteurs, l'opérateur est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la suspension ou le retrait définitif de la licence délivrée dans l'exercice d'un média. Ceci par le Mincom qui a des fonctions de police en matière de régulation des médias. Plusieurs autres dispositions à ne pas enfreindre sont également prévues par le cahier de charges, signé par le média et le ministère de la Communication.

L'opérateur doit s'engager dans l'exercice de son activité, au respect de l'intégrité du territoire, de la défense nationale, au maintien de la paix sociale et de l'ordre public.

Ainsi, selon Sophie Ortence Ntsouala, « des propos pouvant conduire aux émeutes, ou appelant au soulèvement populaire ne sont pas conseillés aux opérateurs de radio et de télévision. Encore moins la diffamation, ou des images mettant un être humain dans des situations compromettantes. » Compte tenu du fait que la plupart des médias audio-visuels camerounais bénéficient d'une tolérance administrative, car évoluant en général dans l'illégalité, les équipements de diffusion et de transport doivent être compatibles avec les normes en vigueur du pays, sous peine de suspension. La protection du droit d'auteur, le respect des normes d'urbanisme et de construction en vigueur au Cameroun, sont entre autres, quelques-unes des autres conditions à remplir pour ne pas renoncer un jour à son média.

Source: Cameroon Tribune (Yaoundé), 3 nov. 2009; repris et distribué par allAfrica.com.

NEWS

FROM : 2009-11-08 [FR]

Côte d'Ivoire: Onuci Fm paye 11 millions FCFA au Burida

<http://news.abidjan.net/article/?n=346441>

Le conflit qui oppose le Bureau ivoirien du droit d'auteur (Burida) et Onuci Fm au sujet du paiement des droits des artistes, est en train de connaître un dénouement heureux. Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, a décidé mercredi du paiement de 11 millions de Fcfa [16.770,00 euro] à la maison des artistes. Il a promis éponger le reliquat dès que les fonds de l'organisation seront disponibles.

Source : Quotidien Nord Sud, 07 novembre 2009 (repris par www.abidjan.net) ; information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel Abidjan)

NEWS

FROM : 2009-11-08 [FR]

Mali/Liberia: Grand prix du festival Ondes de Liberté à "Star Radio" du Liberia

http://www.wmaker.net/RSForg/Grand-prix-du-festival-Ondes-de-Liberte-a-Star-Radio-du-Liberia_a284.html?preaction=nl&id=7943755&idnl=58258&

La radio libérienne Star Radio a remporté le concours radiophonique en langue française "Prix du 26 mars" de la 7ème édition du festival Ondes de Liberté, qui s'est achevée jeudi soir à Bamako. malienne. Le grand prix en langue bambara (parlée majoritairement au Mali et dans la sous-région) a été remis à la radio Ouaga FM du Burkina Faso. Plusieurs autres prix ont été attribués à six autres radios maliennes et étrangères. Au total, 31 oeuvres avaient été présélectionnées sur 51 pour participer au concours.

Source : PANA reprise par Radiosansfrontiere.org, 07 nov. 2009; information transmise à TRRAACE par Serge Adam's Diakité (journaliste à Radio Arc-en-ciel Abidjan)

Qui sommes-nous ? / Who are we?

TRRAACE and Mediafrica.Net are a joint-venture between the following organisations:
TRRAACE et Mediafrica.Net sont le fruit de la collaboration des organisations suivantes :

EcoNews Africa

P.O. Box 10332-00100
Nairobi, KENYA
Tel: 254-20-2721076, 2721655,
2725743
Fax: 254-20-2725171
Email: info@econewsafrika.org
Web : <http://www.econewsafrika.org>

Association pour la Promotion des Médias (APM-Bénin)

01 Boîte Postale 3566
Porto Novo, Rép. du BENIN
Tél. : + 229 - 20 21 26 88
et 20 21 29 32
Courriel : apmbenin@gmail.com
radioecoleapm@gmail.com
Web : <http://www.radioecole.org>

Centre des Médias Communautaires Africains (CEMECA)

BP 210 Dédougou, BURKINA FASO
Tél.: (00226) 20 52 10 22
Fax : (00226) 20 52 10 22
Mobile : (00226) 70 25 36 39
Courriel : cemeca@mediafrica.net
Web : <http://www.cemeca-cemeca.org>

Contact

Send your news / Transmettez vos nouvelles : editor@mediafrica.net

Abonnement / Subscribe :

**Pour continuer à recevoir ce bulletin électronique,
merci de vous inscrire :
To prevent discontinuation in reading TRRAACE
please register immediately:**

<http://www.mediafrica.net/profil/index.asp>

Unsubscribe / Désabonnement :

<http://www.mediafrica.net/profil/index.asp>



est le partenaire de Mediafrica.Net et de CULTUR1.2